

TOURISME, ÉVÉNEMENT ET TERRITOIRE: le désamour grandit



Pascal Gustin
Président d'Algoé

Il n'est, dans le monde, plus de projet touristique ou événementiel qui ne voit surgir immédiatement une opposition. Ce phénomène qui s'amplifie conduit à reconsidérer, voire à remettre en cause, nombre de politiques d'investissement et de développement. Les exemples sont légion, à commencer par le plus emblématique de tous, l'attribution des Jeux Olympiques 2024 et 2028, qui a failli tourner au fiasco

après les désengagements successifs de Budapest, Rome, Hambourg, Boston et Toronto. Dans la même veine, des villes ont mis en place des politiques afin de contenir, voire de restreindre, le tourisme sur leur territoire. En Europe, Venise, Amsterdam, Florence, Barcelone, Bruges cherchent déjà depuis plus de vingt ans à limiter les impacts sociaux, écologiques et environnementaux d'un tourisme envahissant et nuisible, perçu comme une « maladie contagieuse ». Que l'on parle d'événements ou d'activités touristiques, les oppositions sont souvent violentes et reposent sur des arguments identiques. Le sujet n'est pas nouveau, mais son accélération et son ampleur ont surpris. Les prospectivistes de la fin du XX^e siècle n'avaient pas anticipé une telle fronde.

Non-sens

En 2000, les enjeux mis en avant étaient la nécessité de mieux structurer les filières et les offres, de rationaliser les investissements afin de mieux les intégrer dans les politiques économiques régionales et nationales. En 2018, les enjeux se sont inversés, la massification touristique conduit chaque territoire, quelle que soit son échelle (de la métropole au village), à identifier

les potentialités, mais surtout les limites et les impacts négatifs de ce type d'opportunités. Quels impacts mesurés, avec quelle temporalité et comment en apprécier les conséquences positives ou nuisibles ? Ainsi, les JO ont beaucoup souffert de l'image des installations olympiques à l'abandon quelques années après une utilisation éphémère. D'autres aspects sont moins visibles, mais ont des conséquences plus lourdes, en particulier ceux qui entraînent une déstructuration des filières économiques traditionnelles et rendent de ce fait les territoires dépendants d'un secteur très compétitif. Il y a donc obligation à étudier, analyser, planifier et mesurer toutes ces retombées. C'est cette prise de recul et cette projection qui seules permettent de révéler le non-sens de certains projets. Le sujet est complexe ; il nécessite un travail de concertation approfondi avec les populations locales et les acteurs économiques, avec à la clé les risques du ralentissement et de l'enlèvement. La recherche des vocations territoriales, la recherche d'impacts environnementaux positifs, l'articulation avec le cadre de vie et les retombées économiques, toutes ses composantes rendent leurs prééminences au dialogue territorial et aux hommes politiques. //